



ASSEMBLÉE NATIONALE

8ème législature

Cereales

Question écrite n° 37839

Texte de la question

M Jacques Bompard attire l'attention de M le ministre de l'agriculture sur la destructuration des cultures cerealieres francaises. Il semble que le Gouvernement francais, en accord avec les invitations de la politique agricole commune, prefere decourager systematiquement la production plutot que d'encourager l'incorporation des cereales dans les aliments pour animaux. En effet, la taxe de coresponsabilite en elevage est un frein a cette utilisation des cereales. De plus, l'orientation des agriculteurs vers les quantites maximum garanties va encore accentuer la non-utilisation des cereales dans l'alimentation animale, ce qui va egalement augmenter l'utilisation des produits de substitution cerealiers. Une fois de plus, la politique agricole commune penalisera les agriculteurs de la CEE au benefice de la concurrence internationale. La politique agricole commune profite donc seulement aux agriculteurs non europeens avec la production artificielle des situations paradoxales suivantes : les sous-produits americains (Sud ou Nord) de l'amidonnerie, de la fabrication d'ethanol, sont payes par la CEE deux fois plus cher que la matiere premiere d'origine ; le prix des proteines devient negatif lorsque celui des tourteaux est en baisse, ce qui tend a inciter les fabricants a incorporer un exces de proteines ; certains pays developpent, a tres grande echelle, des productions de proteagineux pour le Marche commun dans le but d'une utilisation en tant que produits de substitution cerealiers. La CEE devient ainsi l'exutoire logique de l'ensemble de tous les sous-produits des industries alimentaires du monde, pour peu que la technique de passage a travers les mailles du filet communautaire soit trouvee. Le developpement de cette politique de promotion des importations hors CEE, axee autour de la taxe de coresponsabilite, du systeme de quantite maximum garantie, de la mise en jachere, est suicidaire. L'arret de ce developpement d'une politique anti-agricole francaise et europeenne passe par le bon sens : considerer le debouche de l'alimentation animale comme un marche a reconquerir, assurant ainsi le developpement de notre elevage et de notre cerealiculture en meme temps que notre independance alimentaire. Il lui demande ce qu'il compte faire au regard des faits qui viennent de lui etre exposes.

Données clés

Auteur : [M. Bompard Jacques](#)

Circonscription : - FN

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 37839

Rubrique : Agroalimentaire

Ministère interrogé : agriculture

Ministère attributaire : agriculture et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 mars 1988, page 1083